

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
MARDI 28 JUIN 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mardi 28 juin 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
62	17	2

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 22/06/165

**AVENANTS RELATIFS A LA
LOI N°2021-1109 DU
24 AOUT 2021 CONFORTANT
LES PRINCIPES DE LA
REPUBLIQUE -
DELEGATIONS DE SERVICE
PUBLIC POUR
L'EXPLOITATION DES
SERVICES D'EAU POTABLE**

PRESENTS :

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Philippe LEROY, M. Jean-David MARION, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Francis ROUX, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO, M. Emilien LEONI.

REPRESENTES :

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à Mme Virginie PIN, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Véronique BERNARDINI, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Michel DURBANO, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI.

ABSENTS :

M. Frédéric BOCCALETTI, M. Amaury NAVARRANNE.

Séance Publique du 28 juin 2022

N° D' O R D R E : 22/06/165

**O B J E T : AVENANTS RELATIFS A LA LOI N°2021-1109 DU
24 AOUT 2021 CONFORTANT LES PRINCIPES DE LA
REPUBLIQUE - DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC
POUR L'EXPLOITATION DES SERVICES D'EAU
POTABLE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1, L2121-22-1, L1411-1 et suivants,

VU le Code de la Commande Publique et notamment l'article R3135-7,

VU la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du 22 janvier 2008 du Conseil Municipal de la commune de La Crau autorisant l'attribution du contrat de Délégation de Service Public d'eau potable de la commune de La Crau à la SARL Société Varoise d'Aménagement et de Gestion (SVAG),

VU la délibération du 22 juillet 2011 du Conseil Municipal de la commune de Hyères-les-Palmiers autorisant l'attribution du contrat de concession exploitation des ouvrages du service public de production et d'alimentation en eau potable par délégation de type "affermage" sur l'ensemble du territoire communal (îles de Porquerolles et de Port-Cros comprises ; île du Levant non comprise), incluant notamment l'entretien et le renouvellement des équipements et la gestion des relations avec les abonnés à la SA SEERC Eaux de Provence,

VU la délibération du 3 décembre 2012 du Conseil Municipal de Saint-Mandrier-sur-Mer autorisant l'attribution du contrat de concession n°2012-11 - Délégation de Service Public de production et de distribution d'eau potable pour la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer à la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO,

VU la délibération n°51/13 du 22 avril 2013 du Conseil Municipal de la Commune du Revest-les-Eaux autorisant l'attribution du contrat de Délégation de Service Public d'eau potable de la commune du Revest-les-Eaux à la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO,

VU la délibération n°2014-06-018 du 15 décembre 2014 du Conseil Municipal de la commune de Carqueiranne autorisant l'attribution du contrat de concession - Délégation de l'exploitation du Service Public de l'eau potable de la commune de Carqueiranne à la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO,

VU la délibération du 7 décembre 2016 de la collectivité autorisant l'attribution de la délégation de service d'eau potable relevant de l'Ex Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau potable (SIAE) : Le Pradet, La Garde, La Valette-du-Var à la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO,

VU la délibération du 4 août 2017 du Conseil Municipal de la commune de La Seyne-sur-Mer autorisant l'attribution du contrat de concession de service public à une Société d'Economie Mixte à Opération unique (SEMOP) portant sur l'exploitation de la distribution d'eau potable de la Ville de La Seyne-sur-Mer à la Société D'Economie Mixte à Opération Unique Seynoise Des Eaux (SEMOP),

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°20/12/311 du 15 décembre 2020 autorisant l'attribution du contrat de concession n°21CONC01 - Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'eau potable de la commune d'Ollioules à la SAS SUEZ EAU France,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°21/09/283 du 30 septembre 2021 autorisant l'attribution du contrat de concession n°21CONC04 - Concession sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'eau potable du secteur centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var et le périmètre de l'ex-SIAE La Valette-du-Var, La Garde et Le Pradet à la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 20 juin 2022,

VU les projets d'avenant ci-annexés,

CONSIDERANT qu'en application de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République il est introduit un article relatif au respect des principes de laïcité et neutralité du service public dans chacun de ces contrats,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer :

- L'avenant n°2 au contrat de concession - Délégation de l'exploitation du service public de l'eau potable de la commune de Carqueiranne du 1^{er} janvier 2015 ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var,
- L'avenant n°5 au contrat de concession exploitation des ouvrages du service public de production et d'alimentation en eau potable par délégation de type "affermage" sur l'ensemble du territoire communal (îles de Porquerolles et de Port-Cros comprises; île du Levant non comprise), incluant notamment l'entretien et le renouvellement des équipements et la gestion des relations avec les abonnés du 19 août 2011 ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var,

- L'avenant n°6 au contrat de concession - Contrat de Délégation de Service Public d'eau potable de la commune de La Crau du 1^{er} juillet 2008 ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var,
- L'avenant n°3 au contrat de concession de service public à une Société d'Economie Mixte à Opération unique (SEMOP) portant sur l'exploitation de la distribution d'eau potable de la Ville de La Seyne-sur-Mer du 11 octobre 2017 que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var,
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°21CONC01 - Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'eau potable de la commune d'Ollioules du 11 janvier 2021 ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var,
- L'avenant n°5 au contrat de concession n°2012-11 - Délégation de Service Public de production et de distribution d'eau potable pour la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer du 1^{er} janvier 2013 ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var,
- L'avenant n°4 au contrat de concession - Contrat de Délégation de Service Public d'eau potable de la commune du Revest-les-Eaux du 29 avril 2013 ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var,
- L'avenant n°1 au contrat de concession - Délégation de service d'eau potable relevant de l'Ex Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau potable (SIAE) : Le Pradet, La Garde, La Valette-du-Var du 22 décembre 2016 ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var,
- L'avenant n°1 au contrat de concession n°21CONC04 - Concession sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'eau potable du secteur centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var et le périmètre de l'ex-SIAE : La Valette-du-Var, La Garde et Le Pradet du 5 novembre 2021 ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var.

ARTICLE 3

D'ACTER l'insertion des articles :

- 2BIS dans le contrat de concession - Délégation de l'exploitation du Service Public de l'eau potable de la commune de Carqueiranne,
- 64BIS dans le contrat de concession exploitation des ouvrages du service public de production et d'alimentation en eau potable par délégation de type "affermage" sur l'ensemble du territoire communal (îles de Porquerolles et de Port-Cros comprises ; île du Levant non comprise), incluant notamment l'entretien et le renouvellement des équipements et la gestion des relations avec les abonnés,
- 4BIS dans le contrat de concession - Délégation de Service Public d'eau potable de la commune de La Crau,
- 2BIS dans le contrat de concession de service public à une Société d'Economie Mixte à Opération unique (SEMOP) portant sur l'exploitation de la distribution d'eau potable de la Ville de La Seyne-sur-Mer,
- 17-1.5 dans le contrat n°21CONC01 - Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'eau potable de la commune d'Ollioules,
- 26.1BIS dans le contrat de concession n°2012-11 - Délégation de Service Public de production et de distribution d'eau potable pour la commune de Saint-Mandrier-sur Mer,
- 10BIS dans le contrat de Délégation de Service Public d'eau potable de la commune du Revest-les-Eaux,
- 2BIS dans le contrat de concession - Délégation de service d'eau potable relevant de l'Ex Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau potable (SIAE) : le Pradet, La Garde, La Valette-du-Var,
- 2BIS dans le contrat de concession 21CONC04 - Concession sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'eau potable du secteur centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var et le périmètre de l'ex-SIAE La Valette-du-Var, La Garde et Le Pradet.

ARTICLE 4

DE DIRE que toutes les autres clauses des contrats de concession et de leurs précédents avenants demeurent en vigueur en ce qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations des avenants.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0





METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Direction de l'eau et de l'assainissement

AVENANT N° 2
Au contrat de concession- Délégation de l'exploitation
du service public de l'eau Potable de la Commune de
Carqueiranne

ENTRE les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Concédante** »,

d'une part,

ET :

la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO, au capital social de au capital social de 4 846 880 €, dont le siège social est 21 rue de la Boétie 75008 PARIS, faisant élection de domicile Rue des Oliviers ZA Le Pouverel 83130 LA GARDE, 775 667 363 RCS PARIS, représentée par Monsieur Olivier CAVALLO, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **le concessionnaire** »,

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Préambule :

Par délibération 2014-06-018 du 15 décembre 2014 du Conseil Municipal, Celui-ci a autorisé la signature du contrat de Concession Délégation de l'exploitation du service public de l'eau Potable de la Commune de Carqueiranne.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article 2 BIS est inséré au contrat.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – Objet du présent avenant

Il est introduit l'article 2 BIS suivant dans le contrat de concession :

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;

AVENANT N°2 Délégation de l'exploitation du service public de l'eau Potable de la Commune de Carqueiranne

-respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

<p>Pour le Concessionnaire, la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO Monsieur Olivier CAVALLO A <i>La Garde</i> Le <i>19 Mar 2022</i></p>  	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A Le</p>
---	---



METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Direction de l'eau et de l'assainissement

AVENANT N° 5

Au contrat de concession- exploitation des ouvrages du service public de production et d'alimentation en eau potable par délégation de type "affermage" sur l'ensemble du territoire communal (îles de Porquerolles et de Port-Cros comprises; île du Levant non comprise), incluant notamment l'entretien et le renouvellement des équipements et la gestion des relations avec les abonnés

ENTRE les soussignés :

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Concédante** »,

d'une part,

ET :

la **société SEERC SUEZ Eaux de Provence**, au capital social de 422 224 040 €, dont le siège social est Le Cross Road Bâtiment A, 270 Rue Pierre Duhem, BP 20008, 13701 Aix En Provence, 410 034 607 RCS NANTERRE, représentée par Madame Laurence PERES, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « le concessionnaire »,

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « la Partie » ou « les Parties »,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUI :

Préambule :

Par délibération du 22 juillet 2011 du Conseil Municipal, celui-ci a autorisé la signature du contrat de Concession exploitation des ouvrages du service public de production et d'alimentation en eau potable par délégation de type "affermage" sur l'ensemble du territoire communal (îles de Porquerolles et de Port-Cros comprises; île du Levant non comprise), incluant notamment l'entretien et le renouvellement des équipements et la gestion des relations avec les abonnés.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article 64 BIS est inséré au contrat.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUI :

ARTICLE 1 – Objet du présent avenant

Il est introduit l'article 64 BIS suivant dans le contrat de concession :

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;

- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

Pour le Concessionnaire, la société SEERC SUEZ Eaux de Provence Madame Laurence PEREZ A AIX EN PROVENCE Le 18/05/2022 MR SARDOU NICOLAS Signature numérique de MR SARDOU NICOLAS Date : 2022.05.19 10:05:27 +02'00'	Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A Le
--	---



METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Direction de l'eau et de l'assainissement

AVENANT N° 6
Au contrat de concession- Contrat de délégation de
service public d'Eau Potable de la Commune de la
Crau

ENTRE les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Concédante** »,

d'une part,

ET :

La SARL société Varoise d'Aménagement et de Gestion, au capital social de 44 400 €, dont le siège social est Rue des Oliviers ZA Le Pouverel 83130 LA GARDE, 722 850 286 RCS TOULON, représentée par Monsieur Olivier CAVALLO, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **le concessionnaire** »,

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Préambule :

Par délibération du 22 janvier 2008 du Conseil Municipal, celui-ci a autorisé la signature du contrat de Concession Contrat de délégation de service public d'Eau Potable de la Commune de la Crau.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article 4 BIS est inséré au contrat.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – Objet du présent avenant

Il est introduit l'article 4 BIS suivant dans le contrat de concession :

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;

-respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

<p>Pour le Concessionnaire, La SARL société Varoise d'Aménagement et de Gestion Monsieur Olivier CAVALLO A <i>La Garde</i> Le <i>19 mai 2022</i></p>  	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A Le</p>
--	---



METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Direction de l'eau et de l'assainissement

AVENANT N° 3

Au contrat de concession- Concession de service public à une Société d'économie Mixte à opération unique (SEMOP) portant sur l'exploitation de la distribution d'eau potable de la Ville de la Seyne sur mer

ENTRE les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Concédante** »,

d'une part,

ET :

LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE A OPERATION UNIQUE SEYNOISE DES EAUX (SEMOP), au capital social de 500 000 euros, dont le siège social est 79 rue du Rome, 83500 LA SEYNE SUR MER, immatriculée sous le numéro Toulon B 832 604 532, représentée par Monsieur Nicolas SARDOU, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **le concessionnaire** »,

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Préambule :

Par délibération du 4 août 2017 du Conseil Municipal, celui-ci a autorisé la signature du contrat de Concession Concession de service public à une Société d'économie Mixte à opération unique (SEMOP) portant sur l'exploitation de la distribution d'eau potable de la Ville de la Seyne sur mer.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article 2 BIS est inséré au contrat.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – Objet du présent avenant

Il est introduit l'article 2 BIS suivant dans le contrat de concession :

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;

-respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

<p>Pour le Concessionnaire, LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE A OPERATION UNIQUE SEYNOISE DES EAUX (SEMOP) Monsieur Nicolas SARDOU A LA SEYNE SUR MER..... Le 18 MAI 2022.....</p> <p>MR SARDOU NICOLAS</p> <p>Signature numérique de MR SARDOU NICOLAS Date : 2022.05.18 09:45:17 +02'00'</p>	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A Le</p>
---	---



METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Direction de l'eau et de l'assainissement

AVENANT N° 1
Au contrat de concession- N°21CONC01-Délégation de
service public pour l'exploitation du service public de
l'eau potable de la commune d'Ollioules

ENTRE les soussignés :

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Concédante** »,

d'une part,

ET :

SAS SUEZ EAU France, au capital social de 422 224 040 €, dont le siège social est Tour CB 1 , 16 place de l'Iris, 92040 Paris la Défense Cedex, 410 034 607 RCS NANTERRE, représentée par Madame Laurence PERES, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « le concessionnaire »,

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « la Partie » ou « les Parties »,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Préambule :

Par délibération 20/12/311 du 15 décembre 2020 du Conseil Métropolitain, celui-ci a autorisé la signature du contrat de Concession Délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'eau potable de la commune d'Ollioules.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article 17-1.5 est inséré au contrat.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – Objet du présent avenant

Il est introduit l'article 17-1.5 suivant dans le contrat de concession :

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;

-respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :

-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;

-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

Pour le Concessionnaire, SAS SUEZ EAU France Madame Laurence PEREZ A Aix Le ...18 mai 2022.....	Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A..... Le
MR SARDOU NICOLAS Signature numérique de MR SARDOU NICOLAS Date : 2022.05.18 09:50:16 +02'00'	



METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Direction de l'eau et de l'assainissement

AVENANT N° 5
Au contrat de concession- N°2012-11-délégation de
service public de production et de
distribution d'eau potable pour la commune de Saint-
Mandrier-sur Mer

ENTRE les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Concédante** »,

d'une part,

ET :

la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO, au capital social de 4 846 880 €, dont le siège social est 21 rue de la Boétie 75008 PARIS, faisant élection de domicile Rue des Oliviers ZA Le Pouverel 83130 LA GARDE, 775 667 363 RCS PARIS, représentée par Monsieur Olivier CAVALLO, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **le concessionnaire** »,

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUI :

Préambule :

Par délibération 3 décembre 2012 du Conseil Municipal, celui-ci a autorisé la signature du contrat de Concession délégation de service public de production et de distribution d'eau potable pour la commune de Saint-Mandrier-sur Mer.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article 26.1 bis est inséré au contrat.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUI :

ARTICLE 1 – Objet du présent avenant

Il est introduit l'article 26.1 bis suivant dans le contrat de concession :

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;

-respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

Pour le Concessionnaire,
la société en commandite par actions
Compagnie des Eaux et de l'Ozone
Procédés MP OTTO
Monsieur Olivier CAVALLO
A *La Garde*
Le *19 mai 2022*



Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée
Le Président
M. Hubert FALCO
A
Le



METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Direction de l'eau et de l'assainissement

AVENANT N° 1

**Au contrat de concession- N°21CONC04-Concession sous forme de
Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de
l'eau potable du secteur centre comprenant les communes de
Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var et le
périmètre de l'ex-SIAE La Valette-du-Var, La Garde et Le Pradet**

ENTRE les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Concédante** »,

d'une part,

ET :

la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO, au capital social de 4 846 880 €, dont le siège social est 21 rue de la Boétie 75008 PARIS, faisant élection de domicile Rue des Oliviers ZA Le Pouverel 83130 LA GARDE, 775 667 363 RCS PARIS, représentée par Monsieur Olivier CAVALLO, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **le concessionnaire** »,

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Préambule :

Par délibération 21/09/283 du 30 septembre 2021 du Conseil Métropolitain, celui-ci a autorisé la signature du contrat de Concession Concession sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'eau potable du secteur centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var et le périmètre de l'ex-SIAE La Valette-du-Var, La Garde et Le Pradet.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article 2 bis est inséré au contrat.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – Objet du présent avenant

Il est introduit l'article 2 bis suivant dans le contrat de concession :

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;

-respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

<p>Pour le Concessionnaire, la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO Monsieur Olivier CAYALLO A <i>La Garde</i> Le <i>19 Mai 2022</i></p>  	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A Le</p>
---	---



METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Direction de l'eau et de l'assainissement

AVENANT N° 4
Au contrat de concession- Contrat de délégation de
service public d'Eau Potable de la Commune du Revest

ENTRE les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Concédante** »,

d'une part,

ET :

la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO, au capital social de 4 846 880 €, dont le siège social est 21 rue de la Boétie 75008 PARIS, faisant élection de domicile Rue des Oliviers ZA Le Pouverel 83130 LA GARDE, 775 667 363 RCS PARIS, représentée par Monsieur Olivier CAVALLO, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **le concessionnaire** »,

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Préambule :

Par délibération 51/13 du 22 avril 2013 du Conseil Municipal, celui-ci a autorisé la signature du contrat de Concession Contrat de délégation de service public d'Eau Potable de la Commune du Revest.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article 10 bis est inséré au contrat.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – Objet du présent avenant

Il est introduit l'article 10 bis suivant dans le contrat de concession :

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;

-respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

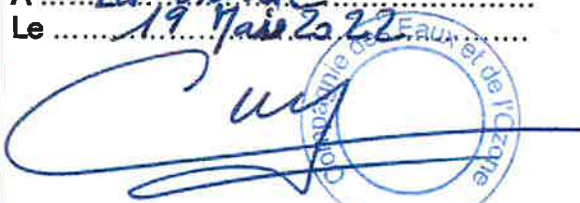

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

<p>Pour le Concessionnaire, la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO Monsieur Olivier CAVALLO A Le 19 Mars 2022</p>  	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A Le</p>
---	---



METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Direction de l'eau et de l'assainissement

AVENANT N° 1

**Au contrat de concession- Délégation de service d'eau
potable relevant de l'Ex Syndicat Intercommunal
d'Alimentation en eau potable (SIAE) : le Pradet, La
Garde, La Valette**

ENTRE les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Concédante** »,

d'une part,

ET :

la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO, au capital social de 4 846 880 €, dont le siège social est 21 rue de la Boétie 75008 PARIS, faisant élection de domicile Rue des Oliviers ZA Le Pouverel 83130 LA GARDE, 775 667 363 RCS PARIS, représentée par Monsieur Olivier CAVALLO, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **le concessionnaire** »,

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUI :

Préambule :

Par délibération 7 décembre 2016 de la collectivité, celle-ci a autorisé la signature du contrat de Concession Délégation de service d'eau potable relevant de l'Ex Syndicat Intercommunal d'Alimentation en eau potable (SIAE) : le Pradet, La Garde, La Valette.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article 2 BIS est inséré au contrat.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUI :

ARTICLE 1 – Objet du présent avenant

Il est introduit l'article 2 BIS suivant dans le contrat de concession :

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;

-respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :
-d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
-de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

<p>Pour le Concessionnaire, la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO Monsieur Olivier CAVALLO A Le 19 mai 2022</p>  	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A Le</p>
--	---

Direction Générale concernée :

Direction : EAU ET ASSAINISSEMENT

Affaire suivie par :

RAPPORT JUSTIFICATIF D'AVENANT A UN CONTRAT DE CONCESSION

AVENANTS RELATIFS A LA LOI N°2021-1109 DU 24 AOUT 2021 CONFORTANT LES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE- Délégations de service public pour l'exploitation des services de l'eau potable relevant de la compétence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Contrats concernés :

Contrat de concession Délégation de l'exploitation du service public de l'eau Potable de la Commune de Carqueiranne

Contrat de concession exploitation des ouvrages du service public de production et d'alimentation en eau potable par délégation de type "affermage" sur l'ensemble du territoire communal (îles de Porquerolles et de Port-Cros comprises; île du Levant non comprise), incluant notamment l'entretien et le renouvellement des équipements et la gestion des relations avec les abonnés

Contrat de concession Contrat de délégation de service public d'Eau Potable de la Commune de la Crau

Contrat de concession de service public à une Société d'économie Mixte à opération unique (SEMOP) portant sur l'exploitation de la distribution d'eau potable de la Ville de la Seyne sur mer

Contrat de concession N° 21CONC01-Délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'eau potable de la commune d'Ollioules

Contrat de concession 2012-11-délégation de service public de production et de distribution d'eau potable pour la commune de Saint-Mandrier-sur Mer

Contrat de délégation de service public d'Eau Potable de la Commune du Revest

Contrat de Délégation de service d'eau potable relevant de l'Ex Syndicat Intercommunal d'Alimentation en eau potable (SIAE) : le Pradet, La Garde, La Valette

Contrat de concession 21CONC04-Concession sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'eau potable du secteur centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var et le périmètre de l'ex-SIAE La Valette-du-Var, La Garde et Le Pradet

Délégation de l'exploitation du service public de l'eau Potable de la Commune de Carqueiranne

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO
Date de notification	1er janvier 2015
Durée du contrat	12 ans
Date de début du contrat	1er janvier 2015
Date de fin du contrat	31/12/26
Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)	Voir chapitre 6 du contrat clauses financières
Projet avenant n°...	2
Objet de l'avenant / modification du contrat	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	Avenant 1 notifié le 1 er novembre 2017 Travaux de sécurisation Travaux de réfection de l'accès au réservoir du gachon Travaux de limitation de pertes d'eau
Observations	

Exploitation des ouvrages du service public de production et d'alimentation en eau potable par délégation de type "affermage" sur l'ensemble du territoire communal (îles de Porquerolles et de Port-Cros comprises; île du Levant non comprise), incluant notamment l'entretien et le renouvellement des équipements et la gestion des relations avec les abonnés

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	la SA SEERC Eaux de Provence
Date de signature du contrat	19/08/11
Durée du contrat	12 ans et 3 mois
Date de début du contrat	01/10/2011
Date de fin du contrat	31/12/2023
Éléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)	Montant prévisionnel de la convention : 69 713 999 €
Projet avenant n°...	5
Objet de l'avenant / modification du contrat	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	<p>Avenant 1 notifié le 12/07/13 Création de la catégorie d'usagers "abonnés irrigants" + modification de la définition des paramètres "E" (électricité) et "AE" (achats d'eau) entrant dans la formule d'actualisation de la rémunération du délégataire + changement de l'adresse de l'Espace de l'Eau et des numéros d'accueils téléphoniques pour les abonnés + la mise à jour des annexes n° 6 et 8 au contrat</p> <p>Avenant 2 notifié le 20 octobre 2015 : Application de l'article 75 et la prise en compte des tarifs de l'annexe 17b + mise en cohérence de la formule d'indexation des tarifs avec le compte d'exploitation prévisionnel</p> <p>Avenant 3 notifié le 26 août 2019 : Autofacturation TVA</p> <p>Avenant 4 notifié le 16 juin 2021: Fusion SEERC SUEZ + déplacement de la canalisation sous la route de Giens pris en charge par le délégataire (travaux intégrés dans le PPR) + nécessité de la prise en charge par le délégataire les cahrges supplémentaires de transport d'eau sur l'île de Port Cros</p>
Observations	

Contrat de délégation de service public d'Eau Potable de la Commune de la Crau

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	la SARL Société Varoise d'Aménagement et de Gestion (SVAG)
Date de notification	1/7/08
Durée du contrat	15 ans
Date de début du contrat	01/07/08
Date de fin du contrat	30/6/2023
Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)	Voir chapitre 6 du contrat clauses financières
Projet avenant n°...	6
Objet de l'avenant / modification du contrat	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	<p>Avenant 1 notifié le 18/12/08 : modifications des articles 34 et 72 du contrat</p> <p>Avenant 2 notifié le 12/04/10 : mise à jour technologique, convention d'occupation précaire relative à l'implantation de concentrateurs et de répéteurs, modification art 5.2 du contrat</p> <p>Avenant 3 notifié le 3 juin 2014 : révision du contrat en application des alinéas 1er et 5ème de l'article 37 du contrat/suite à la fermeture du Puits des Arquets, modifications quant à la rémunération du concessionnaire et de la composition de la formule de révision</p> <p>Avenant 4 notifié le 02/02/17 : ajout de travaux de de travaux de sécurisation sur les ouvrages du service afin de réduire leur vulnérabilité et résiliation des opérations du plan d'actions de limitation des pertes en eau</p> <p>Avenant 5 notifié le 11/07/19: autofacturation de la TVA</p>
Observations	

**Concession de service public à une Société d'économie Mixte à opération unique (SEMOP)
portant sur l'exploitation de la distribution d'eau potable de la Ville de la Seyne sur mer**

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE A OPERATION UNIQUE SEYNOISE DES EAUX (SEMOP)
Date de notification	11 octobre 2017
Durée du contrat	12 ans
Date de début du contrat	15/10/2017
Date de fin du contrat	31/12/2029
Éléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)	Valeur hors TVA 70 000 000 euros
Projet avenant n°...	3
Objet de l'avenant / modification du contrat	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	Avenant 1 notifié le 17/09/19: Autofacturation TVA Avenant 2 notifié le 05/01/22: transfert de part de capital social détenues dans la SEMOP par la SEERC vers SUEZ du fait de l'absorption de la SEERC par SUEZ
Observations	

21CONC01 Délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'eau potable de la commune d'Ollioules

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	SAS SUEZ EAU France
Date de notification	11 janvier 2021
Durée du contrat	8 ans, 7 mois et 11 jours
Date de début du contrat	25/01/21
Date de fin du contrat	31/12/2029
Éléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)	Valeur hors TVA 18 000 000 €
Projet avenant n°...	1
Objet de l'avenant / modification du contrat	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	Sans objet
Observations	

2012-11 délégation de service public de production et de distribution d'eau potable pour la commune de Saint-Mandrier-sur Mer

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO
Date de notification	1er janvier 2013
Durée du contrat	18 ans
Date de début du contrat	1 /1/ 2013
Date de fin du contrat	31/12/2030
Éléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)	Montant hors (H.T.) : 13 324 664,00 EUR.
Projet avenant n°...	5
Objet de l'avenant / modification du contrat	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	Avenant 4 : refacturation TVA
Observations	

Contrat de délégation de service public d'Eau Potable de la Commune du Revest

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO
Date de notification	29/4/13
Durée du contrat	10 ans
Date de début du contrat	01/05/2013
Date de fin du contrat	30/04/2023
Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)	Chapitre 6 du contrat (clauses financières)
Projet avenant n°...	4
Objet de l'avenant / modification du contrat	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	Avenant 1 : installation de compteurs de sectorisation Avenant 2 : Autofacturation Avenant 3 : d'ajuster le programme de renouvellement fonctionnel et patrimonial du contrat de Délégation de Service Public d'Eau Potable de la Commune du Revest Les Eaux
Observations	

Délégation de service d'eau potable relevant de l'Ex Syndicat Intercommunal d'Alimentation en eau potable (SIAE) : le Pradet, La Garde, La Valette

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO
Date de notification	22/12/16
Durée du contrat	10 ans
Date de début du contrat	1/1/2017
Date de fin du contrat	31/12/26
Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)	Une prime fixe de base Pf0 au titre des charges du service , une prime fixe de base PFACH0, une part proportionnelle aux volumes consommés
Projet avenant n°...	1
Objet de l'avenant / modification du contrat	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	Sans objet

21CONC04 Concession sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'eau potable du secteur centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var et le périmètre de l'ex-SIAE La Valette-du-Var, La Garde et Le Pradet

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO
Date de notification	5 novembre 2021
Durée du contrat	12 ans
Date de début du contrat	1/1/ 2022
Date de fin du contrat	31/12/2033
Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)	Montant H.T estimatif : 282 421 648 € HT
Projet avenant n°...	1
Objet de l'avenant / modification du contrat	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	Sans objet
Observations	

1- Fait(s) générateur(s)

Description de l'évènement :

- Adaptation mineure
- Circonstances imprévisibles
- Sujétions techniques imprévues
- Tout autre évènement

(Joindre tout document justificatif nécessaire)

2- Solutions envisagées

Description des modifications nécessaires (liste non exhaustive):

- Modification de la durée : ☐ Oui ☒ Non
- Modification du titulaire : ☐ Oui ☒ Non
- Incidence financière : ☐ Oui ☒ Non
- Nature des modifications : introduction d'un nouvel article dans chacun des contrats
- Article(s) du contrat impacté :

Intervention de la commission DSP :

Avenant supérieur à 5 % du montant total H.T de la concession : ☐ Oui ☒ Non

3- Cas de recours à un avenant

Les hypothèses dans lesquelles une modification des contrats en cours d'exécution peut être admise art L 3135-1 CCP

Cas de recours à une modification de contrat prévus par le Code de la Commande publique	<input type="checkbox"/> Article R3135-1 : Le contrat de concession peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.
	<input type="checkbox"/> Article R3135-2-3 et 4 : Le contrat de concession peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 3135-3, des travaux ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le contrat de concession initial, à la condition qu'un changement de concessionnaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment aux exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants acquis dans le cadre de la concession initiale. Lorsque le contrat de concession est conclu par un pouvoir adjudicateur, le montant de la modification prévue à l'article R. 3135-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du contrat de concession initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées dans le respect des dispositions du présent article, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Ces modifications consécutives ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence. Pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 3135-2, le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation. Dans le cas contraire, le montant actualisé du contrat de concession initial est calculé en tenant compte de l'inflation moyenne.
	<input type="checkbox"/> Article R3135-5 : Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir. Dans ce cas, les dispositions des articles R. 3135-3 et R. 3135-4 sont applicables.
	<input type="checkbox"/> Article R3135-6 : Le contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession, dans l'un des cas suivants : 1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option définie à l'article R. 3135-1 ; 2° Dans le cas d'une cession du contrat de concession, à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial. Le nouveau concessionnaire justifie des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par l'autorité concédante. Cette cession ne peut être effectuée dans le but de soustraire le contrat de concession aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

☒ **Article R3135-7 :**

Le contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles.

Pour l'application de l'article L. 3135-1, une modification est considérée comme substantielle, notamment, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

2° Elle modifie l'équilibre économique de la concession en faveur du concessionnaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le contrat de concession initial ;

3° Elle étend considérablement le champ d'application du contrat de concession ;

4° Elle a pour effet de remplacer le concessionnaire auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession par un nouveau concessionnaire, en dehors des hypothèses visées à l'article R. 3135-6.

☐ **Article R3135-8 et 9 :**

Le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen qui figure dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du contrat de concession initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions énoncées à l'article R. 3135-7 sont remplies.

Les dispositions de l'article R. 3135-4 sont applicables au cas de modification prévu au présent article.

Lorsque plusieurs modifications successives relevant de l'article R. 3135-8 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé.

Justifications détaillées pour chaque cas de recours

(Joindre tout document nécessaire à la démonstration)

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics d'imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérés dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit qu'en application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République il est introduit un article relatif au respect des principes de laïcité et neutralité du service public dans chacun de ces contrats :

2BIS dans le contrat de concession Délégation de l'exploitation du service public de l'eau Potable de la Commune de Carqueiranne

64 bis dans le contrat de concession exploitation des ouvrages du service public de production et d'alimentation en eau potable par délégation de type "affermage" sur l'ensemble du territoire communal (îles de Porquerolles et de Port-Cros comprises; île du Levant non comprise), incluant notamment l'entretien et le renouvellement des équipements et la gestion des relations avec les abonnés

4BIS dans le contrat de concession délégation de service public d'Eau Potable de la Commune de la Crau

2BIS dans le contrat de concession de service public à une Société d'économie Mixte à opération unique (SEMOP) portant sur l'exploitation de la distribution d'eau potable de la Ville de la Seyne sur mer

17-1.5 dans le contrat N° 21CONC01-Délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'eau potable de la commune d'Ollioules

26.1 bis dans le contrat de concession 2012-11-délégation de service public de production et de distribution d'eau potable pour la commune de Saint-Mandrier-sur Mer

10 bis dans le contrat de délégation de service public d'Eau Potable de la Commune du Revest

2 bis dans le contrat de concession Délégation de service d'eau potable relevant de l'Ex Syndicat Intercommunal d'Alimentation en eau potable (SIAE) : le Pradet, La Garde, La Valette

2BIS dans le contrat de concession 21CONC04-Concession sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'eau potable du secteur centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var et le périmètre de l'ex-SIAE La Valette-du-Var, La Garde et Le Pradet

4- Impact financier

A) Analyse des documents financiers joints (CEP, GER...)

B) Bilan

C) Nouveau C.E.P

D) Nouveau montant prévisionnel du contrat de concession :

E) Pourcentage de variation par rapport au prix initial :

5- Mouvement financier


☒ NON

☐ OUI

Si oui :

	DE	VERS
Budget		
Opération budgétaire		
Chapitre		
Fonction		
Article		
Service gestionnaire		
Montant		

Fait à Toulon, le

Chef de projet	Le Directeur Pour le directeur empêché, Le directeur adjoint Olivier AMBROSI	Le DGA/le DGST 
----------------	---	---

RESERVE A LA DCP

Date réception DCP		
Demande de précisions/de documents	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, lesquels ?	Date : Signature :
Avis de la DCP Valant accord pour l'élaboration de l'avenant et les virements de crédits le cas échéant	Date : Signature :
Commission	<input type="checkbox"/> CDSP <input type="checkbox"/> Sans Objet	
Passage en Conseil Métropolitain	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	